

Immigration, Europe..., les intox de Laurent Wauquiez face à Edouard Philippe

Le dirigeant des Républicains a attaqué le premier ministre dans « L'Emission politique », sur France 2, au prix de plusieurs contre-vérités.

LE MONDE | 28.09.2018 à 17h22 • Mis à jour le 28.09.2018 à 18h06 | Par [Adrien Sénécat](#)

La passe d'armes était attendue, elle a viré à la foire d'empoigne. Edouard Philippe était l'invité de « L'Emission politique », sur France 2, jeudi 27 septembre, où il a été opposé à Laurent Wauquiez le temps d'un débat. Une série d'échanges tendus, marqués par plusieurs contre-vérités assénées par le chef de file des Républicains, qui a cependant réussi, par moments, à pointer de réelles contradictions dans le discours du premier ministre. Retour sur six séquences clés.

1. De mauvais chiffres de l'immigration

Ce qu'ils ont dit

Dès le début du débat, Laurent Wauquiez a interpellé le premier ministre sur les chiffres de l'immigration, accusant le gouvernement de passivité : « *Cette année, votre gouvernement a délivré 250 000 titres de séjour supplémentaires pour de nouveaux immigrés. (...) Cela pose des problèmes.* »

« *Vous avez raison, l'année dernière, c'est 242 000 titres de séjour qui ont été délivrés en France* », lui a répondu Edouard Philippe. « *Il y en avait environ 80 000 qui ont été délivrés à des étudiants* » et « *85 000* » liés aux rapprochements de familles, deux motifs d'immigration qu'il juge « *parfaitement légitimes* ». Au-delà de ces cas, l'essentiel de la hausse récente de l'immigration vient, selon lui, de la hausse du nombre de demandeurs d'asile, et la manière d'étudier et de traiter ces demandes est « *le vrai sujet* ».

Des explications contestées par Laurent Wauquiez : « *C'est vous qui décidez cette année de donner 80 000 titres de migrants économiques, alors même que notre pays connaît ce niveau de chômage. C'est vous qui, sur les politiques d'immigration familiale, faites le choix d'aller aussi loin. C'est vous qui, sur la régularisation des clandestins (...), choisissez d'aller aussi loin.* »

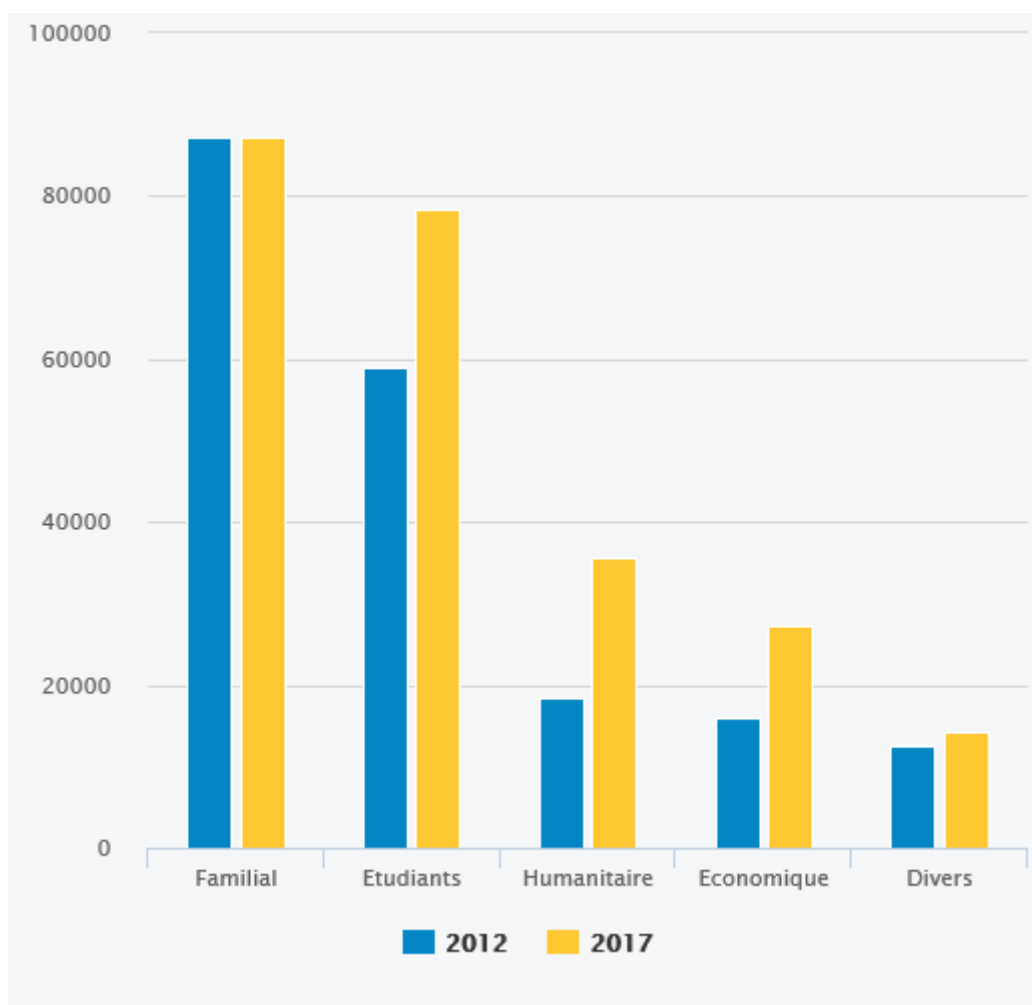
POURQUOI M. WAUQUIEZ SE TROMPE

Les chiffres cités par Edouard Philippe sont ceux publiés [en juin par le ministère de l'intérieur](#). Selon cette source, 242 000 premiers titres de séjour ont été délivrés en 2017, un chiffre en hausse de 26 % depuis 2012. Le constat du premier ministre est également juste dans le détail des chiffres. S'il y a eu environ 50 000 titres de séjour supplémentaires délivrés en 2017 par rapport à 2012, c'est bien d'abord du fait de la hausse de l'immigration étudiante (+ 20 000 environ) et humanitaire (+ 17 000).

La hausse récente de l'immigration est d'abord le fait des étudiants et des motifs humanitaires

Délivrance des premiers titres de séjour par famille de motifs.

Source : [Ministère de l'intérieur, chiffres clés](#)



Bien qu'en hausse (+ 11 000 cas en cinq ans), l'immigration économique restait marginale (environ 11 % du total) avec 27 209 titres de séjour accordés en 2017. Bien loin des « 80 000 » cas évoqués par Laurent Wauquiez. Quant à l'immigration familiale, elle a simplement stagné ces cinq dernières années.

2. Une contre-vérité sur les demandeurs d'asile

Ce que Laurent Wauquiez a dit

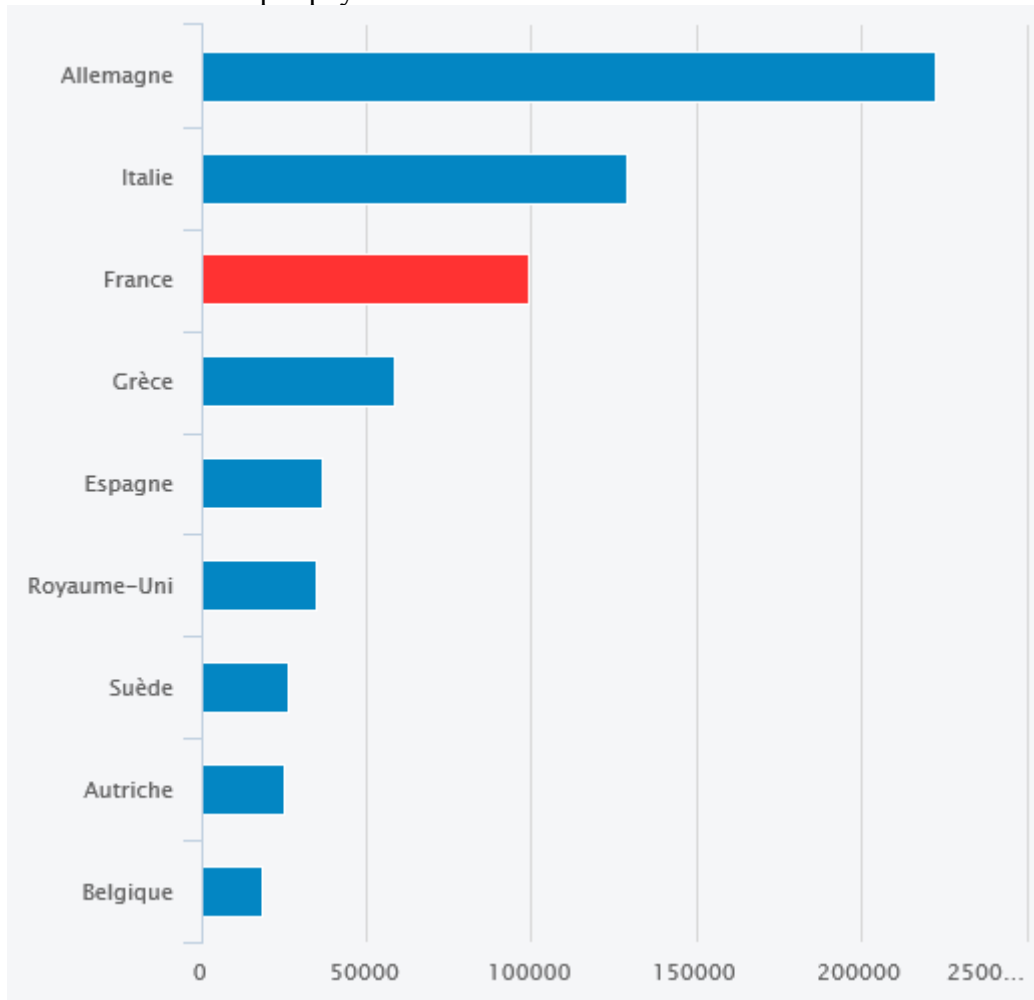
« La France aujourd'hui est l'un des pays d'Europe qui accueillent le plus de réfugiés. C'est pas l'Italie, c'est pas l'Autriche, c'est pas l'Espagne, c'est pas le Portugal, c'est pas la Pologne, c'est la France », a déclaré Laurent Wauquiez, précisant qu'il parlait là de « ceux qui demandent le droit d'asile ».

POURQUOI C'EST FAUX

Si l'on prend les chiffres bruts, il semble bien que Laurent Wauquiez ait raison : la France est sur la troisième marche du podium européen en matière de demandes d'asile en 2017, selon Eurostat, derrière l'Italie et l'Allemagne.

La France est le troisième pays qui enregistre le plus de demandes d'asile en Europe

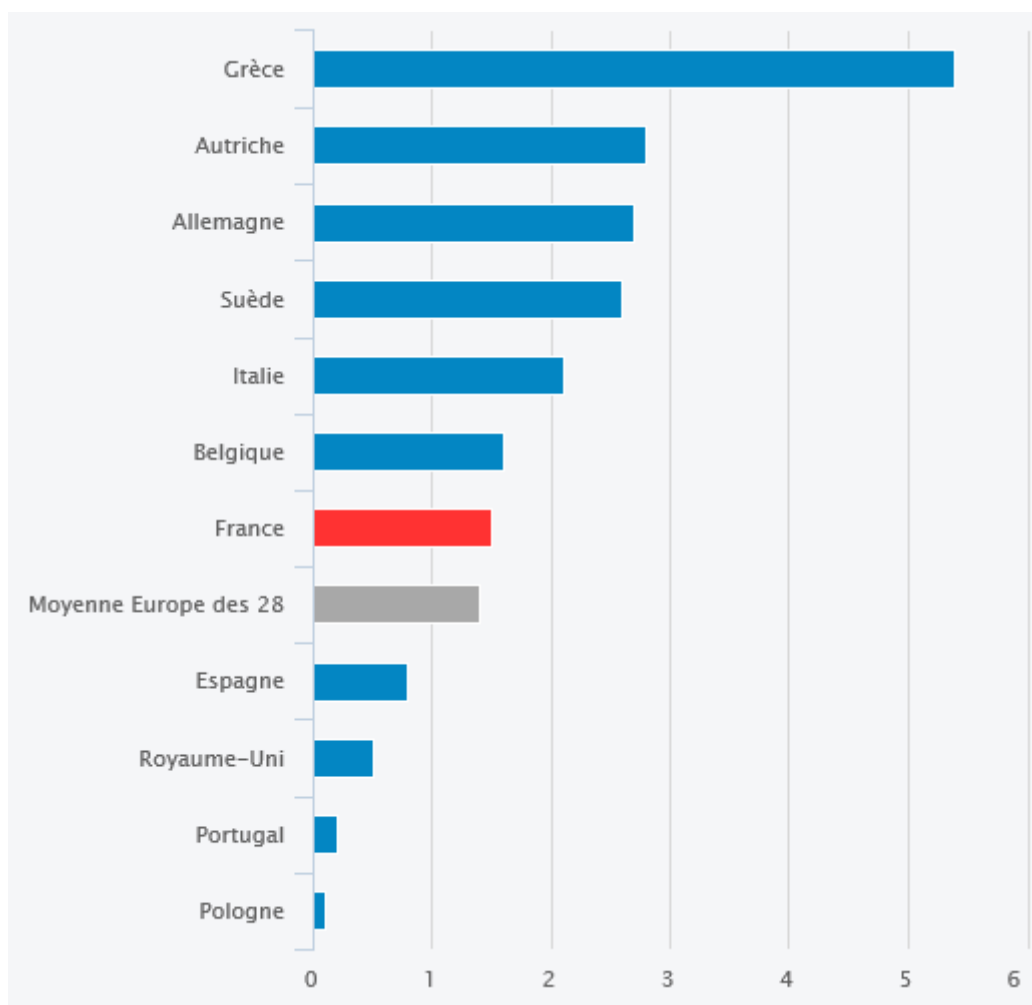
Nombre de demandes d'asile par pays en 2017



Mais ces chiffres en eux-mêmes n'ont guère de sens si l'on ne les rapporte pas à la population des pays concernés. En tenant compte de cette donnée, la France se situe cette fois dans la moyenne des pays européens sur ce plan, avec 1,5 demande d'asile pour 1 000 habitants, contre 1,4 en moyenne dans les vingt-huit pays membres.

Rapportées à la population, les demandes d'asile en France sont dans la moyenne européenne

Nombre de demandes d'asile en 2017 pour 1000 habitants.



Sur les cinq pays cités par Laurent Wauquiez comme accueillant moins de réfugiés que la France, deux (l'Autriche et l'Italie) en accueillent au contraire nettement plus.

3. Une exagération sur l'aide médicale d'Etat

Ce que Laurent Wauquiez a dit

« L'aide médicale d'Etat pose aujourd'hui un vrai problème. (...) Ce que je vous propose, c'est que l'on en revienne aux soins d'urgence. Aujourd'hui, l'aide médicale d'Etat permet pour des étrangers en situation irrégulière de bénéficier de l'accès à la

totalité de notre système de santé, soins dentaires compris. Quand on connaît les difficultés pour ne serait-ce qu'avoir un rendez-vous avec le dentiste... »

POURQUOI C'EST EXAGÉRÉ

L'aide médicale d'Etat (AME) est [un dispositif qui s'adresse aux étrangers en situation irrégulière et précaire](#), qui répondent à des conditions de ressources et de résidence stable en France (à l'exception des enfants mineurs qui peuvent être soignés à ce titre sans condition). Contrairement à ce qu'affirme Laurent Wauquiez, [elle ne donne pas accès à la « totalité » de notre système de santé, mais à un panier de soins restreint](#).

Prenons l'exemple des prestations dentaires, cité par le chef de file des Républicains. Ces dernières sont certes couvertes par l'AME, mais à hauteur du tarif de la Sécurité sociale, qui est loin de couvrir l'intégralité des frais. Pour les consultations et soins courants, la Sécurité sociale prend en charge environ 70 % du montant, mais en dehors des honoraires. Dans le cas, par exemple, de la pose d'une couronne, la Sécurité sociale prend en charge 75,25 euros, alors que le prix réel de la prestation est [de l'ordre de 300 ou 400 euros, voire plus](#). A l'arrivée, la facture nette se chiffre donc en centaines d'euros.

Pour la plupart des patients français, c'est la prise en charge d'une partie de ce reste à charge par la complémentaire santé qui permet d'alléger ces frais. Or les bénéficiaires de l'AME n'ont pas de mutuelle.

Lire aussi : [Alzheimer : 900 000 malades, 2 millions d'aidants, 19 milliards d'euros de coûts... et 0 traitement](#)

4. Les revirements d'Edouard Philippe

Ce que Laurent Wauquiez a dit

Au cours de son offensive sur le terrain de l'immigration, Laurent Wauquiez a affirmé que son interlocuteur avait défendu à l'Assemblée nationale, par le passé, des amendements proposant de restreindre l'aide médicale d'Etat. Il a également pointé le fait qu'Edouard Philippe soutenait en 2016 Alain Juppé, alors candidat à la primaire de la droite, qui proposait selon lui de restreindre le droit du sol et de fixer des quotas d'immigration. *« Ce que je n'arrive pas à comprendre au fond, c'est où est passé l'Edouard Philippe qui pendant la primaire aux côtés d'Alain Juppé avait un discours plus actif ? »*, a ironisé Laurent Wauquiez.

POURQUOI C'EST VRAI

Ces rappels de Laurent Wauquiez sont tout à fait corrects. En 2016, le programme d'Alain Juppé pour la primaire de la droite et du centre [proposait de « faire voter chaque année par le Parlement un plafond d'immigration »](#). Il prévoyait aussi de [« conditionner l'acquisition de la nationalité française pour les enfants nés en France \(droit du sol\) à la régularité du séjour d'au moins un des deux parents au moment de la naissance »](#). Quant à l'aide médicale d'Etat, le maire de Bordeaux voulait la limiter *« aux cas d'urgence »*.

Edouard Philippe, qui était à l'époque porte-parole d'Alain Juppé, a défendu face à Laurent Wauquiez jeudi des positions sensiblement différentes. L'exemple le plus flagrant étant sans doute celui de l'AME. Alors que le premier ministre en défend aujourd'hui le principe, pour des raisons de santé publique, il a en effet cosigné plusieurs amendements visant à restreindre l'AME entre 2012 et 2017 (par exemple [en juillet 2012](#), [en juin 2015](#), ou encore [en juillet 2015](#)).

Ces rappels historiques ont semble-t-il gêné Edouard Philippe, qui a préféré ne pas expliquer les

raisons de ses revirements sur ces sujets.

5. Laurent Wauquiez brouille les cartes sur l'« Aquarius »

Ce qu'ils ont dit

Le débat entre les deux responsables s'est focalisé sur des questions de géographie lorsqu'ils ont évoqué la situation de l'*Aquarius*. « *Le droit international maritime commande que lorsqu'un bateau porte à son bord des personnes en situation de détresse, il puisse être secouru dans le port le plus proche* », a d'abord rappelé Edouard Philippe. « *Et Malte était le port le plus proche ?* », lui a alors demandé Laurent Wauquiez. « *Malte était le port le plus proche et il était beaucoup plus proche que Marseille* », lui a répliqué Edouard Philippe. Et Laurent Wauquiez d'ironiser : « *Avec un bateau qui cheminait vers Marseille ?* »

Un peu plus tard au cours de l'échange, le responsable des Républicains a également demandé pourquoi le navire humanitaire n'avait pas été « *ramené sur les côtes libyennes* ».

POURQUOI M. WAUQUIEZ SE TROMPE

Pour bien comprendre la situation, il faut reprendre les événements dans l'ordre. Dimanche 23 septembre, l'*Aquarius* porte secours à quarante-sept personnes dans une barque en bois au large des côtes libyennes. Ce que Laurent Wauquiez oublie, c'est que les autorités libyennes elles-mêmes ont sommé le navire de quitter la zone, [comme l'a raconté Julia Pascual, l'envoyée spéciale du Monde à bord de l'Aquarius](#). Il n'était donc dès le départ pas question qu'il accoste en Libye.



L'équipe du bateau avait demandé dans un premier temps l'autorisation de débarquer ses passagers à Marseille, à titre exceptionnel, mais le gouvernement français a refusé de déroger à la règle du port sûr le plus proche. Or, Malte était en effet bien plus proche que Marseille de la zone du sauvetage.

6. Laurent Wauquiez déforme la position du gouvernement sur l'adhésion de l'Albanie à l'Union européenne

Ce qu'ils ont dit

Laurent Wauquiez a critiqué la ligne gouvernementale sur l'Europe, qui « *consiste au fond à tenir exactement le même discours que celui qu'on tient depuis vingt ans, les mêmes propositions, poursuivre l'élargissement de l'Europe, comme vous le faites en ce moment sur l'Albanie* ». Une affirmation contestée par Edouard Philippe, qui a accusé son interlocuteur d'avoir « *un problème avec la vérité* ». « *Sur l'Albanie, le président a dit très clairement qu'il n'avait pas vocation à entrer en discussion...* »

Une explication réfutée par Laurent Wauquiez : « *Je vous renvoie, et je renvoie tout le monde au discours de Trieste (...). Vous savez que les négociations avec l'Albanie commenceront à l'été 2019.* »

POURQUOI M. WAUQUIEZ SE TROMPE

Le président des Républicains a fait référence au discours prononcé le 12 juillet 2017 par Emmanuel Macron à Trieste (Italie). Le chef de l'Etat y a évoqué un « *dialogue* » avec les pays des Balkans, comme l'Albanie, et une « *perspective d'élargissement* » de l'Union européenne

[\(l'intégralité du discours est consultable ici\)](#).

Il est cependant fallacieux d'utiliser ces propos pour laisser entendre que le président soutiendrait l'entrée de l'Albanie dans l'Union européenne en l'état. Il a en effet à plusieurs reprises conditionné cette perspective à une réforme du fonctionnement de l'Union. « *Je ne défendrai un prochain élargissement que lorsqu'il y aura un approfondissement et une amélioration de notre Europe* », a-t-il ainsi déclaré au Parlement européen en avril.

Laurent Wauquiez oublie également de préciser que c'est notamment Paris qui s'est opposé à l'ouverture des négociations en vue de l'éventuelle adhésion de l'Albanie au printemps, [renvoyant les discussions au lendemain des élections européennes de 2019](#). Le gouvernement français a également obtenu que ces discussions soient conditionnées à des améliorations dans la lutte contre la criminalité et la corruption dans ce pays, ainsi qu'à une amélioration de son système judiciaire.